

Sommaire

Fonctionnaires

La Fonction publique fait l'état des lieux

Notre Voie - lundi 14 octobre 2019

Société

Le cri du cœur des gestionnaires des centres de santé communautaire

Le Sursaut - lundi 14 octobre 2019

Politique

Macron à Abidjan

Jeune Afrique - dimanche 13 octobre 2019

Amadou Gon Coulibaly appelle à une coalition internationale

Le Jour Plus - lundi 14 octobre 2019

Plusieurs investissements annoncés

Fraternité Matin - lundi 14 octobre 2019

Les Houphouëtistes passent la vitesse supérieure

Fraternité Matin - lundi 14 octobre 2019

Des cadres Rhdp répondent aux pro-Bédié et aux partisans de Soro

Soir Info - lundi 14 octobre 2019

Les Coordinateurs régionaux du Rhdp affutent leurs armes

Soir Info - lundi 14 octobre 2019

«Le PDCI n'a pas encore dit son dernier mot sur la CEI»

Aujourd'hui - lundi 14 octobre 2019

Le Plan B de Gbagbo

Le Sursaut - lundi 14 octobre 2019

Tous droits de reproduction réservés 2/17

FERMETURE DU CHU DE YOPOUGON / Comment les malades seront sauvés

Le cri du cœur des gestionnaires des centres de santé communautaire



Une vue des nouvelles installations de la première maternité obstétricale au sein de l'établissement sanitaire à base communautaire(FSUCOM) sis à Yopougon Wassakara-Attie



Touré Abou, président de la FSUCOM Port bouet Il met relève les difficultés financières et matérielles des centres de santé

A partir du 1er novembre, date de fermeture du Chu de Yopougon, les 11 centres de santé à base communautaire en Côte d'Ivoire de Yopougon seront au premier plan pour répondre aux besoins de santé des 2 millions d'habitants de la commune. Malgré les difficultés qu'ils rencontrent, les gestionnaires de ces centres mettent les bouchées doubles pour répondre aux attentes des malades et du ministère de la Santé. Gros plan sur ces structures d'accueil devenues indispensables pour les populations économiquement faibles.

Si le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) ferme à la suite de l'hôpital général de Yopougon, quel sera le sort des malades de la commune ? Telle est l'interrogation sur les lèvres de nombreux habitants de Yopougon. Le gouvernement pour sa part, en plus de la délocalisation de ses services a trouvé comme alternative les centres de santé à base communautaire en Côte d'Ivoire de Yopougon. Les établissements de premiers contacts que sont les établissements sanitaires à base communautaire(Fsucum) de Côte d'Ivoire se présentent comme l'alternative crédible pour répondre aux problématiques de soins des 2 millions d'habitants de la plus grande commune de Côte d'Ivoire. « On ne peut pas fermer brusquement un Centre hospitalier de la taille du CHU de Yopougon sans prendre des dispositions pour permettre aux nombreux patients qui le fréquentent de trouver un point de chute », rassure le ministre de la Santé Aka Ouélé qui a visité quelques installations et plateaux techniques de ces centres dans la perspective de relever ce nouveau challenge. A Yopougon, 3 Fsucum parmi les 11 que compte la commune sortent du lot avec des plateaux techniques qui peuvent un tant soit peu soulager les milliers de malades.

Le centre de santé de Wassakara Attié, la référence. La Formation sanitaire urbaine communautaire de Yopougon-Wassakara-Attie est de loin l'un des 37 centres de santé communautaire aujourd'hui une référence en matière de soins de premier contact en Côte d'Ivoire. Dans ce centre de santé le sol est bien nettoyé, les gazons et les

fleurs bien taillés. En somme l'environnement est très bien entretenu avec des poubelles à chaque coin de l'hôpital. Le tout couronné par un incinérateur des temps modernes, à droite à l'angle de l'hôpital, visible depuis le grand portail. C'est dans cet incinérateur que tous les déchets médicaux sont mis à feu, pour éviter les risques infectieux dans la structure sanitaire. Et l'apport de la FSUCOM de Yopougon Wassakara-Attie sera important dans l'accueil des malades. D'un coût de près d'un milliard de F CFA, se chiffrent les nouvelles installations de la première maternité obstétricale au sein de l'établissement sanitaire à base communautaire(FSUCOM) sis à Yopougon Wassakara-Attie. Ce sont des bâtiments flambant neufs, totalement équipés de matériels de dernière génération. On y trouve un bloc chirurgical, deux salles d'interventions, un bâtiment d'hospitalisation de 14 lits, une maternité de prise en charge de grossesse à risque, etc. Pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Aka Ouélé, a effectué le mardi 10 septembre 2019 une visite de chantier. Cela, d'autant que dans quelques semaines, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Yopougon sera fermé pour travaux de réhabilitation. Et l'apport de la FSUCOM de Yopougon Wassakara-Attie sera important dans l'accueil des malades. Le ministre Aka Ouélé, au terme de sa visite, s'est dit satisfait des travaux réalisés et a pris bonne note pour le réglage de certains détails avant l'ouverture officielle. « La ministre s'est dit satisfait de l'état d'avancement des travaux. (...) Nous avons été instruits pour faire le maximum de récupération des malades qui s'adaptent à notre plateau technique. Nous allons prendre une partie des activités du service gynéco-obstétricale du CHU de Yopougon, en ce qui concerne les césariennes et le néonatale », a expliqué le président du Conseil d'administration (PCA) de la FSUCOM de Yopougon Wassakara-Attie, Clément Ouattara. A l'occasion, il a formulé quelques doléances au ministre de la Santé. A savoir le paiement par l'Etat de la redevance et autres factures en souffrance depuis quelques années, afin de soulager les centres de santé communautaire. La Formation de Santé Urbaine à base Communautaire (FSUCOM) de Yopougon Wassakara-Attie est un établissement de premier contact. Elle répond aux besoins pressants des communautés. Ouattara Clément et son conseil ont décidé de miser sur l'accueil, l'hygiène et la qualité des prestations. A cet effet, une touche d'innovation sera de mise. « Les femmes qui accouchent ici seront mises dans une salle climatisée avec un suivi permanent des auxiliaires de soin, aucune présence des parents ne sera nécessaire dans la salle d'hospitalisation. Nous mettrons



Kouassi Bah , vice-président du Conseil d'Administration de la Fsucom Toit Rouge plaide pour le paiement de la dette au titre de la gratuité ciblée

tout en œuvre pour que tout ce dont notre institution aura besoin soit sur place, afin de sauver des vies », a rassuré l'administrateur de la FSUCOM de Yopougon Wassakara-Atté. « Désormais, quand nous allons ouvrir cette annexe, une femme qui vient accoucher chez nous, quelles que soient les complications, nous allons pouvoir la prendre en charge totalement. Et nous aurons l'expertise du professeur Koné Mamoune, du service gynéco du CHU de Yopougon, qui amènera ici une équipe pour assurer cette tâche comme il se doit », a promis, M. Ouattara tout en réitérant son engagement et celui de ses pairs à soutenir le gouvernement dans le cadre de l'application de sa politique sanitaire.

Port bouet II : « Nous avons la possibilité de répondre aux attentes, mais... ». La Formation sanitaire urbaine à base communautaire (Fsucom) de Port-Bouët II a été créée en Décembre 1997. Elle est construite sur un espace de 2.500 m², soit ¼ d'hectare. De trois bâtiments au départ, le centre a connu une extension fulgurante grâce à la politique managériale des premiers responsables "sur fonds propre". Cet établissement public à gestion privée et à but non lucratif, lié à l'État par une convention de service public (contrôlé et supervisé par le ministère de la Santé) est également une fierté. Il dispose de salles de consultation prénatale (CPN), d'un bureau d'échographie, d'un de la Tpm (Prévention, transmission, mère-enfant), d'un bureau de l'AND (collecte des données) et d'un bureau de l'ECG (électrocardiogramme), etc. « Nous sommes une structure de santé de premier niveau avec une offre de

santé de qualité à moindre coût. Cela est aujourd'hui notre credo. Nous sommes partis d'un service minimum dispensaire maternité pharmacie et aujourd'hui nous avons pu renforcer le plateau technique et Fsucom de Port Bouet II se positionne aujourd'hui comme leader des formations sanitaires de Yopougon, à base communautaire. D'abord géographiquement parlant, nous sommes situés entre le Chu et les autres centres de santé », explique le président du Conseil d'Administration, Touré Abou qui présente son centre comme "l'interlocuteur direct du Chu de Yopougon". « La FSUCOM de Port bouet II est comme l'interlocuteur direct du Chu de Yopougon. Ensuite au niveau du plateau technique, nous avons 6 médecins affectés par l'Etat, une quinzaine de sages-femmes, un gynécologue. Ce qui veut dire que même pour des spécialités l'Etat nous affecte des médecins. Aussi nous contractualisons avec des médecins qui sont des spécialistes que l'Etat ne nous affecte pas comme le cabinet dentaire, le laboratoire, la dermatologie et l'ophtalmologie. Nous avons fêté nos 20 ans en 2017. Et depuis lors, grâce aux actions du président du conseil d'administration, Touré Abou, nous avons pu construire d'autres bâtiments pour élargir davantage nos services. Aujourd'hui avec la fermeture du Chu de Yopougon nous étudions la possibilité de loger certains services du CHU en notre sein », indique, Touré Abou. Il met tout en œuvre pour répondre aux attentes des malades dès la fermeture du CHU de Yopougon « A Port Bouet II nous avons l'aire de santé la plus petite, mais l'aire de santé la plus dense en terme de populations. Nous sommes très sollicités, au-delà de notre aire d'activités. Le Centre connaît déjà une affluence avec la fermeture de l'hôpital général de Yopougon. Les services ne désemploient pas. La sollicitation est beaucoup plus grande. Nous avons la possibilité de répondre aux attentes de tout ce qui est la médecine générale. Nous avons déjà été contactés par le Chu de Yopougon pour loger des matériels de spécialités telle que l'ophtalmologie. Nous sommes en pourparlers pour les accueillir. Donc nous nous apprêtons à être sollicités à un deuxième niveau. Mais comme vous le constatez, l'espace est assez restreint et nous l'exploitons au mieux, de manière intelligente. Ce qui fait que nous ne pouvons pas accueillir plus de spécialités que nous l'aurions souhaité », détaille le premier responsable de centre de santé. Il nuance l'inquiétude de certains malades quant à leur sort après la fermeture du Chu. « Nous n'avons pas entrepris de travaux contextuellement du fait de la fermeture du Chu. Mais depuis 20 ans nous sommes en chantiers, nous innovons. L'inquiétude des malades se justifie-t-elle ? Oui s'ils n'ont pas l'information et surtout que toutes les structures ne sont pas nanties pour les accueillir comme la nôtre. A notre niveau, techniquement, bien avant la fermeture du CHU de Yopougon, et de l'hôpital général de Yopougon, nous recevions des malades que les sapeurs-pompiers, les CHU nous transféraient souvent de Grand Lahou, Sassandra, etc. Quant au Chu on leur disait qu'il n'y avait pas de place, on leur disait "allez-y à Port Bouet II". Les services que nous pouvons accueillir sont le Cabinet dentaire, la dermatologie, la gynécologie, la pédiatrie, etc. Aujourd'hui, si le CHU à sa fermeture nous les délocalise, cela nous permettra de recevoir les malades de ces spécialistes ». Cette assurance de M. Touré ne cache pas pour autant les difficultés que rencontre son centre. « Nos difficultés sont financières et matérielles. Nous sommes une structure qui ne fait pas de bénéfices. Aujourd'hui, le personnel n'est pas payé à temps car il ya les arriérés de redevances au titres de la gratuité des soins que l'Etat nous doit. Dans le cadre de la fermeture du Chu, nous aurions souhaité que l'Etat vienne investir dans nos



plateaux techniques afin de les mettre à niveau. Nous avons des soucis d'approvisionnement en médicaments », plaide le PCA de la Fsucom. Avant de conclure : « On aurait souhaité que l'hôpital général soit rouvert avant de fermer le Chu. Car il est certain que les plateaux techniques des Fsucom ne peuvent pas répondre à toutes les spécialités ».

Fsucom Toit Rouge : « Nos difficultés sont d'ordre financier ». La Formation sanitaire urbaine à base communautaire de Yopougon, centre de santé de premier niveau, a été créée depuis 1093 grâce à la coopération française. Elle est implantée dans le quartier Toit Rouge, à la sortie du Nouveau quartier, à côté de la BAE. Elle couvre les quartiers Toit Rouge, Nouveau Quartier, Camp Militaire, GEM, Koweït, Jean Paul I et II, Selmer, etc. Avec une aire sanitaire de près de 150 000 habitants. En plus du PMA (Paquet Minimum d'Activité), ce centre de premier contact dispose de la plupart des services de spécialité : Pédiatrie, Gynécologie, Cabinet dentaire, ORL, dermatologie, Cardiologie, radiologie, échographie, Laboratoire, pharmacie, ophtalmologie...) « Nous avons mis l'accent sur l'accueil et surtout les soins de santé à moindre coût. Le taux de fréquentation de notre formation sanitaire reste très élevé, malgré de nombreuses cliniques et centres de santé privés présents dans notre aire de santé », explique le vice-président du Conseil d'Administration Kouassi Bah. Et de poursuivre : « Malheureusement nous ne sommes pas toujours à même de satisfaire tout le monde malgré notre bonne volonté, faute de plateau technique adéquat. Dans le soucis d'offrir des soins de qualité à moindre coût, nous nous tournons vers des partenaires pour améliorer le plateau technique, notamment la construction et l'équipement d'un bloc opératoire et l'acquisition d'une ambulance médicalisée », révèle M. Kouassi Bah. La fermeture du Chu de Yopougon mettra à rude épreuve cette FSUCOM qui n'a pas entrepris de travaux dans le cadre de cette fermeture. « Nous n'avons pas entrepris de travaux dans le cadre de la fermeture du Chu de la Commune. Nous ne pourrions pas accueillir ceux qu'on appelle les grands malades. En dehors des activités classiques, nous avons des partenaires qui viennent installer leurs matériels dans le cadre d'un partenariat. Depuis la gratuité des soins, nous avons un manque à

gagner qui ne nous permet pas de renouveler notre plateau technique. Nous n'avons pas pris de disposition particulière, mais nous pensons qu'avec le plateau technique que nous avons, nous pourrions faire face aux malades », fait savoir le vice-président. Pour M. Kouassi, « on devait d'abord faire une fermeture progressive des services, mais pas tous les fermer en même temps. Ensuite terminer la réhabilitation de l'hôpital général avant de fermer le Chu. Cela allait soulager un tant soit peu les malades. Toutefois, si c'est fait nous allons motiver nos malades et prendre les dispositions utiles pour les soulager ». A l'en croire les difficultés de son FSUCOM sont d'ordre financière. « Nos difficultés sont d'ordre financier. Le personnel n'est pas payé. L'Etat nous doit les redevances au titre de la gratuité instaurée depuis 2011. Nos matériels médicaux sont sur utilisés au quotidien et nous n'avons pas les moyens pour le renouveler ».

Les centres de santé communautaire toujours en première ligne... Malgré les déboires des agents, les centres de santé communautaire toujours en première ligne comme ce fut le cas en 2011, lors de la crise poste électorale. « Nous avons apprécié l'importance de ces hôpitaux communautaires pendant les événements douloureux qu'a connus la Côte d'Ivoire. Au moment où il n'y avait pas d'hôpitaux où se rendre, pas de maternité, seuls ces centres de santé communautaires ont pu sauver des vies, au risque de la vie des agents eux-mêmes qui sont restés disponibles de façon permanente. Dans mon quartier à Yopougon-Wassakara par exemple, j'ai été témoin de soin de plusieurs blessés par balles. Que ce soit des soldats de l'armée loyaliste ou pas. Des blessés par balles perdues ou non. Des femmes en couche et autres patients ne manquaient pas dans les différents centres communautaires. Disons simplement que l'hôpital communautaire ne désemplissait pas, parce que pris d'assaut dès le petit-matin jusqu'au soir », se souvient Kpan G. Henri, l'un des notables de la chefferie Dan. Pour rappel, l'Etat de Côte d'Ivoire a décidé après la crise postélectorale de passer de la gratuité totale des soins à la gratuité ciblée. En même temps, il prenait l'engagement de prendre désormais en compte la rémunération des agents exerçant dans ces établissements. Malheureusement, depuis lors, ces derniers sont confrontés à des problèmes, liés à des arriérés de salaires de plusieurs mois. Pis, la redevance censée compenser le manque à gagner dû à la politique de gratuité des soins et des médicaments décrétée par l'Etat n'est pas versée. En dépit de toutes ces difficultés, faisant preuve d'une conscience professionnelle, sans précédent et mettant en avant le « bien-être » et l'intérêt de la communauté en avant, les agents ont continué de remplir la tâche qui est la sienne ; à savoir être aux petits soins des populations. Refusant ainsi de s'inscrire dans une logique de contestation et de grève comme cela est monnaie courante dans le département de la santé. Et pourtant, au nombre des agents exerçant dans lesdits établissements, figure en bonne place des médecins affectés par l'Etat. Historique de la naissance des hôpitaux communautaires et l'appel du ministre Raymonde Goudou. En juin 2009, lors de la campagne de sensibilisation et de dépistage gratuit du diabète, de l'insuffisance rénale et de l'hypertension artérielle parrainée par Mme Bédié et présidée par le professeur Kakou Guikahué, l'ex-ministre de la Santé a insisté sur la politique du président Bédié à créer des centres de santé communautaires. « En 1993, il n'y avait à Cocody que le CHU et le dispensaire. Il m'a posé la question de savoir si quelqu'un a des problèmes de santé à 2 heures du matin, quelle solution s'offre à lui. Le Président Bédié, face donc à cette difficulté, nous a demandé de réfléchir et

c'est là qu'est née l'idée des centres de santé de proximité », a-t-il mentionné. Cette politique, selon lui, prévoyait un dispensaire tous les vingt (20) kilomètres. Et le président, à en croire Guikahué, avait décidé d'ouvrir 22 centres par an. « De 1999 à décembre 2001, nous devrions avoir 66 centres de santé à base communautaire comme à Wassakara où nous sommes aujourd'hui. Les 22 premiers ont été construits », a-t-il fièrement lancé. Malheureusement, avec le coup d'Etat, cet ambitieux programme s'est estompé.

OUATTARA CLÉMENT, PRÉSIDENT DU RÉSEAU NATIONAL DE LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE DE CÔTE D'IVOIRE (RENASCOM-CI) ET PORTE-PAROLE DES FÉDÉRATIONS DES CENTRES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE «L'Etat nous doit environ 2,8 milliards de FCFA».

Combien de centres de santé communautaire, y'a-t-il à Yopougon ? Et ont-ils les moyens de répondre aux besoins des malades après la fermeture du Chu ? Il y a 11 centres de santé communautaires à Yopougon. Parmi ces centres de santé, il y'a deux catégories : les centres de santé de petite capacité et les formations sanitaires de grande capacité. Au niveau des formations sanitaires, il y en a à Wassakara, Toit Rouge, à Port Bouet 2 au Koweït et Kouté. Les autres ce sont des centres de santé communautaires de petites capacités. A la question de savoir si on peut recevoir les malades du Chu, il faut retenir que les hôpitaux généraux sont des hôpitaux de référence. Au niveau des centres et formation sanitaires, nous ne pouvons intervenir quand les soins de santé du malade nécessitent un spécialiste. Ces hôpitaux (Chu et l'hôpital) ont en leur sein des malades de premier contact que nous pouvons récupérer mais pas toutes les activités de leurs plateaux techniques. C'est comme on dit on ferme les universités et on envoie les étudiants à la maternelle. Nous sommes considérés comme la maternelle des hôpitaux en Côte d'Ivoire. Donc ce que nous pouvons récupérer et qu'on récupère déjà ce sont les consultations prénatales qui se faisaient à l'hôpital général, les accouchements par voie basse, les vaccinations des enfants, le planning familial. En sommes ce sont les activités de premiers contacts fait dans les hôpitaux généraux que nous récupérons.

Le ministère de la Santé explique que les services du Chu seront délocalisés à travers la ville d'Abidjan et périphéries. Ya-t-il matière pour les malades de Yopougon d'avoir des inquiétudes ? Je ne me prononcerai pas sur les malades du Chu car ce ne sont pas nos malades habituels. Nous ne pouvons pas récupérer les grands malades. Mais exceptionnellement Wassakara depuis 2002 a débuté un projet qui a vu le jour depuis deux ans qui est la maternité chirurgicale. Ce qui nous permet de récupérer une partie des services gynéco du Chu de Yopougon. Nous pourrions faire des césariennes et des services néonatales pour les prématurés. Pour les autres structures c'est la tutelle qui décide où envoyer les autres malades.

Quels sont les difficultés que rencontrent les centres de santé communautaires ? Nos difficultés sont dues au manque de paiement de nos prestations. Depuis 2011 le président de la République et son gouvernement avaient décidé d'instaurer la gratuité totale en 2011 qui a pris fin en février 2012. Et depuis cette date jusqu'à ce jour la gratuité ciblée. Depuis 2011 nous faisons le point des prestations auprès de notre ministre de tutelle amis jusqu'à ce jour l'Etat nous doit environ, 2,8 milliards de FCFA au titre de stock d'arriérés de redevance. Ce qui nous emmène

à avoir des retards de paiement des salaires de nos personnels. 80% de nos activités sont de la gratuite ciblée, ce qui pose des problèmes pour payer nos personnels. Nous voulons rassurer les populations de Yopougon. Les prestations dont elles bénéficiaient à l'hôpital général de Yopougon, à savoir les vaccinations, les consultations de médecine générale, les accouchements par voie basse, seront pris en charge par les 11 structures à base communautaire de Yopougon. Pour ce qui est des césariennes, l'ouverture de la maternité chirurgicale de Wassakara pourra y faire face. La population peut être rassurée. Je sais aussi que le ministère de la Santé à son niveau a pris des dispositions pour que les services du Chu de Yopougon, soient délocalisés à d'autres endroits à Abidjan et périphérie. Je voudrais dire aux malades que lorsqu'ils arriveront dans les centres de santé communautaire et qu'on leur dira que leur malade nécessite une évacuation vers les CHU de Cocody ou Treichville, qu'ils ne perdent pas de temps car les structures à base communautaires ne traitent pas de spécialités. En dehors de Wassakara qui va faire des césariennes, les autres n'ont pas les plateaux techniques et les soins qu'il faut pour les autres complications. Qu'ils soient compréhensifs et disciplinés. Notre vœu est que l'Etat fasse face au plus vite à notre stock d'arriérés car cette sollicitation va augmenter notre volume d'activités, ensuite il y a la Couverture maladie universelles qui démarre en octobre. Donc il nous faut les moyens pour mieux répondre aux attentes des malades.

ABOU TRAORE



Macron à Abidjan

Emmanuel Macron se rendra en Côte d'Ivoire au cours de la première quinzaine de décembre. Durant ce déplacement, les grands dossiers bilatéraux (infrastructures, éducation, santé...) seront abordés au même titre que la coopération sécuritaire régionale, dans le droit fil des conclusions du sommet de la Cedeao organisé à Ouagadougou, à la mi-septembre. À moins d'un an de la présidentielle de 2020, le chef de l'État français rappellera aussi à Alassane Ouattara son souhait d'assister à une transmission apaisée du pouvoir « à une nouvelle génération ».

Lutte contre le terrorisme au Sahel

Amadou Gon Coulibaly appelle à une coalition internationale



Le Premier ministre Amadou Gon appelle à la communauté internationale au chevet du Sahel.

militaire, de relancer son développement économique et social." La World Policy Conference discutera du 12 au 14 octobre des questions de gouvernance mondiale, avec des thématiques comme la mondialisation, les enjeux de la technologie dans la société, les perspectives économiques, l'environnement... Amadou Gon Coulibaly y représentait le Président de la République Alassane Ouattara. Fondée en 2008, la World Policy Conference est un espace de réflexion sur les questions de politique internationale.

Dans une déclaration faite le 12 octobre 2019 à Marrakech (Maroc), le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a appelé à une coalition militaire internationale robuste pour faire face au terrorisme dans le Sahel. Il intervenait à l'ouverture de la 12ème édition de la World Policy Conference. « Concernant le terrorisme dans la zone du Sahel, il faut aller au-delà de la présence de la France et de la CEDEAO et mettre en place une vraie coalition internationale, pour avoir une intervention aussi forte qu'en Syrie », a dit Amadou Gon Coulibaly. Selon, le chef du gouvernement ivoirien, cela s'avère nécessaire, au moment où l'Afrique enregistre des progrès économiques depuis quelques années. Avec un taux de croissance de 3,5%, supérieur à la moyenne mondiale. Quant au taux de pauvreté extrême, il est passé, selon la Banque africaine de développement (Bad), de 57% en 1990 à 35% en 2015. Ces progrès, a-t-il dit, sont aujourd'hui menacés ou annihilés dans certaines régions, notamment au Sahel, par le terrorisme. D'où la nécessité d'une intervention plus robuste, non seulement dans l'intérêt de l'Afrique mais aussi dans ceux de l'Europe et du reste du monde. Et d'ajouter que les "succès de la coalition militaire internationale en Syrie se transforment en risques au niveau du Sahel". D'autre part, Amadou Gon Coulibaly a salué et encouragé le multilatéralisme dans la gestion des affaires du monde. Pour lui, le Système des Nations Unies est aujourd'hui l'expression du multilatéralisme. Car il "contribue depuis des décennies, à la promotion du commerce international, à la définition des objectifs de développement durables, à la prévention de crises et à la résolution durable de conflits." Et d'ajouter que ses résolutions "ainsi que sa mission de maintien de la paix, ont permis à la Côte d'Ivoire, un pays affaibli par une dizaine d'années de crises économique, politique et

Le vice-Président Daniel Kablan Duncan a conduit une forte délégation à la célébration de la fête nationale de l'Espagne à la résidence de l'ambassadeur, à Cocody.

Plusieurs investissements annoncés



La Côte d'Ivoire et l'Espagne entendent booster leur relation. (PH : SÉBASTIEN KOUASSI)

une contribution de 100 millions d'euros (environ 65 milliards FCfa) au fonds de lutte contre la tuberculose, le Sida et le paludisme et un autre programme dont la Côte d'Ivoire bénéficiera des retombées. Ce, sans oublier la contribution de son pays en qualité de membre de l'Union européenne. Le représentant du royaume d'Espagne en Côte d'Ivoire s'est réjoui de la montée en puissance de la relation économique et de coopération entre les deux pays « signe de la confiance de mon pays en l'avenir de la Côte d'Ivoire ». C'est pourquoi il a annoncé la présence d'un pavillon espagnol au prochain Salon de l'agriculture et des ressources animales (Sara).

L'Ambassadeur de l'Espagne en Côte d'Ivoire, Ricardo Lopez-Aranda, a annoncé le 11 octobre, lors de la commémoration de la fête nationale de son pays, une augmentation des actions de son pays en Côte d'Ivoire. En présence du vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, de représentations diplomatiques, de la société civile et de nombreux ressortissants de son pays, il a fait savoir que son pays a approuvé son plan Afrique sur lequel évolueront leurs actions en Côte d'Ivoire. Il s'agit d'un programme qui consiste, précise-t-il, à mobiliser les ressources du secteur public, de la société civile et du secteur privé espagnol pour les mettre à la disposition de pays africains stables et prospères afin de leur permettre de créer des opportunités. Ce plan établit quatre objectifs fondamentaux, à savoir la paix et la sécurité, le développement durable basé sur une croissance économique forte et inclusive, le renforcement institutionnel axé sur la démocratie, le respect des droits de l'homme, la société civile, l'éducation et la culture, et enfin une mobilité ordonnée, régulière et sûre conformément au pacte mondial sur la migration. Dans cette optique, le diplomate a informé de l'approbation d'un certain nombre de projets par son pays dans le cadre du programme de désendettement de la Côte d'Ivoire à hauteur de 34 milliards FCfa. Ces fonds seront dirigés vers les investissements sociaux notamment l'accès à l'eau potable et à l'électricité dont le démarrage sera la commune d'Abobo. Aussi, poursuit-il, un financement additionnel d'un montant de 28 milliards de FCfa pour la lutte contre l'érosion côtière en Côte d'Ivoire est en cours. Ricardo Lopez-Aranda salue l'approbation par l'État ivoirien de la construction d'un centre de formation en énergie renouvelable pour un montant de 6,5 milliards FCfa. Ce centre permettra d'offrir des opportunités à la jeunesse dans les filières économiques émergentes. Il a, par ailleurs, indiqué que sur le plan multilatéral, l'Espagne va apporter



Rhdp / Séminaire des coordonnateurs régionaux

Les Houphouétistes passent la vitesse supérieure



Les travaux ont abouti à des innovations majeures. (PHOTOS:DFI)

Les coordonnateurs régionaux et les coordonnateurs associés du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix étaient en séminaire à Yamoussoukro les 11 et 12 octobre.

Les coordonnateurs régionaux et coordonnateurs régionaux associés du Rhdp sont désormais mieux outillés pour l'animation quotidienne du parti et la conduite de leur candidat à la victoire à l'élection présidentielle de 2020. Le séminaire qui s'est déroulé du 11 au 12 octobre à l'hôtel Président de Yamoussoukro, sous la présidence d'Adama Bictogo, directeur exécutif du Rhdp, leur en a donné toutes les compétences pour assurer et assumer ces missions dans leurs régions respectives. Ce premier séminaire de formation et d'information, qui a également réuni les sénateurs, les députés, les maires ainsi que la direction exécutive du Rhdp, a permis aux coordonnateurs régionaux et coordonnateurs régionaux associés de repartir avec une feuille de route précise. Dans le rapport final lu par le professeur Justin Koffi, directeur exécutif adjoint du Rhdp, et coordonnateur du district autonome de Yamoussoukro, le séminaire a permis de définir les missions, les attributions et les compétences de ces acteurs incontournables de la victoire du Rhdp en 2020, mais aussi d'établir les relations, les synergies, les interactions et les modes de communication entre ceux-ci et la Direction exécutive et la base. Professeur Justin Koffi a en sus indiqué que ce conclave de Yamoussoukro a situé les coordonnateurs régionaux et coordonnateurs régionaux associés sur leur forte implication dans la préparation du processus d'identification et d'inscription des militants sur la liste électorale au niveau régional. Mieux encore, ce séminaire a fourni aux responsables régionaux, les éléments de langage pour le bon accomplissement de leurs missions d'implantation, d'organisation et de mobilisation. Au terme des travaux, le ministre Adama Bictogo a annoncé sept grandes décisions aux responsables régionaux du parti. En effet, il a fait savoir que les Commissions techniques (Cte) sont désormais des Cellules électorales (Ce). Il a indiqué ensuite

que les activités de mobilisation de proximité, lors du processus électoral, sont attribuées aux sections. Le directeur exécutif a également annoncé en point 3 que le 2 novembre, aura lieu le lancement de la plateforme « e-militant » au Palais de la culture. En point 4, Adama Bictogo a annoncé qu'une rencontre est prévue le 9 novembre entre le président du Rhdp et le Conseil politique, le Bureau politique, le Conseil national et les élus. Le 16 novembre, une conférence régionale va se tenir à Bouaké avec l'ensemble des Coordonnateurs régionaux des 40 régions électorales. Au cours de cette conférence, chaque coordonnateur présentera l'architecture de sa structure. Il est aussi prévu le 23 novembre, un grand meeting des femmes du Rhdp au Parc des sports de Treichville et enfin les journées du 6 et du 7 décembre vont être consacrées à un meeting du Rhdp à Yamoussoukro. Après avoir félicité les différents acteurs qui ont contribué à l'adoption de ces résolutions pertinentes pour la victoire du Rhdp en 2020, Adama Bictogo a indiqué aux participants qu'une bonne maison repose sur une fondation solide. C'est cette fondation qui prend appui sur une bonne structuration du parti, sur des coordonnateurs régionaux bien formés et sur un bon maillage du territoire qui va porter haut le Rhdp, selon Adama Bictogo. Car, pour lui, les recommandations traduisent le Rhdp de l'espérance. Pour revenir au maillage, le directeur exécutif a expliqué que sur la base de 15.000 sections à travers la Côte d'Ivoire, à raison de 10 comités de base par section, ce sont 3,750 millions d'électeurs potentiels que le Rhdp capitalise pour s'assurer une victoire sans ambages au premier tour de l'élection présidentielle de 2020. « Le Rhdp sort de ce séminaire plus fort et plus conquérant que jamais. A partir d'aujourd'hui, le Rhdp va sillonner tout le pays pour renforcer sa politique de proximité avec les militants. Notre devise, c'est servir et partir », a-t-il annoncé, avant de dire merci aux chefs canton de Yamoussoukro et d'Attégouakro qui ont décidé d'offrir un site pour la construction du siège du Rhdp dans le village natal du président Félix Houphouët-Boigny. Le directeur exécutif a, en outre, annoncé que ce siège sera bâti grâce à la contribution de tous les militants du Rhdp.

Fraudes électorales : Sanogo Mamadou rassure Au cours de leurs travaux, les coordonnateurs régionaux et coordonnateurs régionaux associés ont eu droit à cinq communications. A savoir : gestion des techniques électorales et appropriation de la méthodologie électorale par les coordonnateurs régionaux; politique générale et communications des acteurs du Rhdp en région ; présentation de la plateforme e-militant; Gestion des coordinations pour une synergie d'actions politiques ; avec

le Rhdp pour la patrie de la vraie fraternité, le tout suivi de la présentation du livre intitulé «Le Rhdp, un beau cadeau de l'amitié du destin en souvenir d'un bâtisseur». La première communication portant sur la gestion des techniques électorales et appropriation de la méthodologie électorale par les coordonnateurs régionaux, a permis au ministre Sanogo Mamadou, en 25 actions, de présenter la stratégie de préparation et de maîtrise des opérations électorales. Pour juguler les fraudes, il a annoncé la mise en place d'un système informatique permettant de collecter et de centraliser les résultats électoraux. A cet effet, il a proposé la tenue d'un séminaire éclaté dans les coordinations régionales en vue de permettre aux coordonnateurs régionaux de s'approprier le processus électoral. Face aux inquiétudes exprimées par les participants quant à la fraude, Sanogo Mamadou a rassuré que l'organisation proposée, l'expérience et le système informatique mis en place permettent de contenir considérablement ce problème. Quant à la communication relative à la "gestion des coordinations pour une synergie d'actions politiques", elle a été présentée par le Dr. Adama Coulibaly, directeur exécutif adjoint chargé de l'organisation et de l'implantation du parti. Le bureau qui a conduit la présentation était dirigé par le ministre Adama Bictogo, président de séance, le ministre Siandou Fofana, secrétaire de séance. Le ministre Sanogo Mamadou et le professeur Justin Koffi en étaient les rapporteurs. Cette communication a permis de présenter aux coordonnateurs régionaux et aux militants leurs feuilles de route, ainsi que la cartographie des comités de base. Une restructuration des structures de base du parti a été également proposée par les éminents membres de cette commission.

N'DRI CÉLESTIN



DEPUIS YAMOOUSSOUKRO / Touré Mamadou : «Tout le monde peut parler de la Cei, sauf Affoussiata»

Des cadres Rhdp répondent aux pro-Bédié et aux partisans de Soro



Le séminaire des Coordonnateurs régionaux du Rhdp et leurs associés s'est achevé par une conférence de presse. (Ph.C.S)

Le séminaire des Coordonnateurs régionaux du Rhdp et leurs associés, qui s'est tenu, les vendredi 11 et samedi 12 octobre 2019, à l'hôtel président de Yamoussoukro, s'est achevé par une conférence de presse. Elle a été co-animée par les ministres Touré Mamadou, Kobenan Kouassi Adjoumani, Danho Paulin et le Directeur exécutif du Rhdp, Adama Bictogo. Ils étaient entourés des membres du gouvernement, Raymonde Goudou Coffie, Anne Désirée Ouloto et Sidiki Konaté. A cette occasion, ils ont rappelé les motivations véritables de cette rencontre dont l'objectif, selon eux, est de doter les différents acteurs d'outils, de moyens et d'instruments nécessaires, en vue de mettre sur pied une machine électorale et politique pour la victoire du Rhdp dès le premier tour à la présidentielle de 2020. Avant d'aborder les questions relatives à la vie politique nationale, les quatre conférenciers ont annoncé le renforcement de la politique de proximité en faveur des Ivoiriens. Danho Paulin a balayé du revers de la main les allégations faisant croire que les actions sociales au profit des populations se font sur la base de l'appartenance politique. Quant à Adjoumani, il a craché sa part de vérité aux pro-Bédié qui accusent le Rhdp de pratiquer une rude chasse aux sorcières, au détriment des cadres du Pdc «Le président Alamane Ouattara a un programme de gouvernement, nous ne pouvons pas confier des responsabilités à des gens qui vont vous combattre. C'est une logique et une réalité observée partout. Celui qui arrive vient avec ses hommes», a expliqué le porte-parole principal du Rhdp, Kobenan Kouassi Adjoumani. «Ils disent que nous les avons fuis pour venir manger au restaurant. Cela veut dire qu'il y a de la famine au Pdc et je ne vois pas qui peut aller là où il y a la famine. Nous disons que le Rhdp n'est pas un restaurant. Mais s'ils continuent de croire que nous sommes au restaurant, alors nous les invitons à

venir manger avec nous», a tranché l'orateur. Pour sa part, Touré Mamadou, visiblement remonté, a soutenu qu'Affoussiata Bamba-Lamine n'est plus crédible et qu'elle est très mal placée pour accuser le Rhdp de tentative de fraude aux élections prochaines. «Voilà une dame qui, candidate à Cocody, a été battue et qui a voulu s'imposer. Dans sa tentative, elle a voulu s'appuyer sur l'Etat, sur la base du faux. Quand tu as été fraudeur, que l'Etat a refusé d'accompagner dans cette tentative de fraude, tu n'es plus crédible aujourd'hui. Tout le monde peut parler de la Cei, sauf Affoussiata qu'on a vu sur les réseaux sociaux en train de frauder, en annonçant sa victoire alors qu'elle a perdu les élections», a martelé Touré Mamadou. «Nous devons rester concentrés sur notre objectif qui est la victoire du Rhdp en 2020 et le mieux-être des populations... Nous attendons nos adversaires sur le terrain», a-t-il insisté. Dans son intervention, Adama Bictogo a exhorté ses collaborateurs à ne pas accorder d'importance à ces sorties et déclarations des pro-Bédié, des partisans de Soro et autres. Pour lui, ce ne sont que des monologues à haute voix. «La Côte d'Ivoire est en marche (...). Ils veulent faire leur plateforme. Qu'ils le fassent mais qu'ils nous laissent tranquilles. Le 20 octobre, les Ivoiriens sauront choisir entre le Rhdp qui a permis à la Côte d'Ivoire, dix ans après, d'être au niveau des grands pays, et une plateforme déjà à l'agonie», a lancé M. Bictogo.

CAMILLE SIABA



Adama Bictogo fait une importante annonce aux chefs Akouè / « Nul ne peut aimer Houphouët-Boigny et ne pas être Rhdp »

Les Coordinateurs régionaux du Rhdp affutent leurs armes



Adama Bictogo a vanté le Rhdp. (Ph DR)

Dans la perspective de la présidentielle de 2020, l'ensemble des Coordinateurs régionaux du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) et leurs associés se sont réunis, les vendredi 11 et samedi 12 octobre 2019, à l'hôtel président de Yamoussoukro. Objectif : réfléchir sur la stratégie à adopter pour une victoire, dès le premier tour, de la formation politique dirigée par le président Alassane Ouattara. A l'ouverture officielle des travaux, vendredi, le Président du comité d'organisation (Pco), le ministre du Tourisme et des loisirs, Siandou Fofana, a rappelé les nombreuses avancées notables réalisées par la Côte d'Ivoire sous la houlette du chef de l'Etat et du Rhdp. Toutefois, le Pco a appelé tous les responsables, cadres, militants et sympathisants du parti unifié à ne pas tomber dans l'autosatisfaction, mais plutôt à rester mobilisés et engagés pour travailler au renforcement de ces acquis. Quant au Directeur exécutif du Rhdp, Adama Bictogo, il a donné les enjeux de ce séminaire qui portait sur le rôle déterminant des Coordinateurs régionaux dans la victoire du Rhdp à la présidentielle de 2020. Il a indiqué qu'une forte délégation de cadres du Rhdp a échangé avec les chefs coutumiers du district autonome de Yamoussoukro. Et de relever que lors de cette rencontre, et à la demande des têtes couronnées, il a été décidé du transfert du siège du Rhdp à Yamoussoukro. «Le siège du Rhdp sera construit à Yamoussoukro, la ville natale du président Félix Houphouët-Boigny. Les sièges d'Abidjan ne seront que des sièges annexes», a indiqué Adama Bictogo. Non sans justifier ce choix qui, selon lui, aura rencontré l'adhésion totale de la haute direction du parti présidentiel. «Le Rhdp, c'est le prolongement de la vision et de l'idéologie du président Houphouët-Boigny. Nul ne peut aimer le président

Félix Houphouët Boigny et ne pas être Rhdp», a-t-il poursuivi, avant de saluer la forte mobilisation de la chefferie traditionnelle du district autonome de Yamoussoukro (constituée d'Akouè et de Nananfouè) qui a pris le ferme engagement d'offrir un site pour la construction de ce siège. Concernant le séminaire, il a été expliqué qu'il se tiendra autour de quatre grandes composantes portant notamment sur la communication ; sur les grandes réa-lisations du président de la répu-blique et du Rhdp, afin de réunir les arguments permettant de répondre, preuves à l'appui, à l'opposition politique ; l'implantation du parti à travers la Côte d'Ivoire et ailleurs, mais aussi le processus électoral, avec le e-militant. Selon lui, c'est une innovation qui devrait avoir l'avantage de permettre une inscription en ligne de tous les militants, dans le cadre de l'élaboration d'un unique fichier électronique du Rhdp. Poursuivant son adresse, le Directeur exécutif a rappelé que le parti unifié travaille au mieux-être des populations ivoiriennes, dans leurs diversités. «La meilleure alternative cré-dible, c'est Rhdp», a souligné Adama Bictogo.

CAMILLE SIABA



PRÉSIDENTIELLES 2020 / Le secrétaire exécutif du PDCI, Maurice Kakou Guikahué, a tenté de se reprendre lors d'une rencontre avec la presse sur la question de la CEI ...

«Le PDCI n'a pas encore dit son dernier mot sur la CEI»



Le secrétaire exécutif du PDCI, Maurice Kakou Guikahué, a tenté de se reprendre lors d'une rencontre avec la presse sur la question de la CEI qu'il considère toujours comme un sujet pendant alors qu'il avait semblé accuser le coup en affirmant, lors de la même conférence de presse que son parti qui n'a pas de membre dans la nouvelle commission gagnerait néanmoins les élections à venir malgré ce désavantage.

Après avoir dit jeudi que « le PDCI n'a pas de membre à la CEI, mais à ces élections on va y aller pour gagner », le secrétaire exécutif du PDCI a tenté de se rattraper sur le sujet en assurant que son parti n'avait pas abandonné son objectif de faire plier le pouvoir pour obtenir une CEI conforme aux aspirations de l'opposition. « Le président du Rhdp dit que nous bavardons et eux ils avancent. C'est une course de fond et c'est à la fin que nous allons voir ce qu'il s'est passé. C'est trop tôt de crier victoire sur la question de la commission électorale indépendante. Je demande aux journalistes de venir au meeting de Yamoussoukro et vous allez entendre l'évolution sur la CEI. Car il y a ce qu'on ne vous dit pas et il y a ce qu'on vous dit. Donc, venez écouter le 19 octobre pour savoir où nous en sommes actuellement sur le combat de la CEI. Donc tous ceux qui veulent savoir où nous en sommes avec le combat sur la CEI, venez à Yamoussoukro car nous avons gardé sous le coude pour le meeting du 19 octobre », a dit Maurice Kakou Guikahué en pleine promotion de la rencontre que le PDCI organise en l'honneur d'Henri Konan Bédié « l'héritier authentique de Félix Houphouët-Boigny », selon Guikahué. Si l'opposition continue de s'inquiéter de la

partialité de la nouvelle commission entièrement dirigée par les proches du chef de l'Etat, en revanche la communauté internationale semble vouloir faire contre mauvaise fortune bon cœur puisque le nouveau président a reçu les représentants de l'Union Européenne qui appelle à l'inscription massive des jeunes sans se préoccuper de la polémique sur l'institution. D'ailleurs le président de Lider ? Mamadou Koulibaly, qui ne s'y trompe pas assure d'ailleurs, depuis de nombreux mois, que la communauté internationale ne soutient pas l'opposition dans la polémique et insiste plutôt sur la présence de la société civile au sein de la commission. Cela aurait-il assoupli la position du PDCI ? Pour le savoir, il faut se tourner vers le président du parti, Henri Konan Bédié, à qui son secrétaire exécutif renvoie la question. A 86 ans, monsieur Bédié devrait représenter le parti pour les prochaines présidentielles. Le meeting de samedi prochain s'inscrit d'ailleurs dans cette stratégie d'adoubement et d'alignement. « Pour le moment, aucun candidat n'a été choisi au PdcI-Rda. Pourquoi le nom d'Henri Konan Bédié revient souvent dans nos manifestations ? Si l'on se souvient bien, l'année dernière à cette même période, nous étions en train de lutter contre les forces du mal qui voulaient faire dissoudre le PdcI-Rda. Et il y a trois éléments qui nous ont permis de résister : Le premier élément c'est l'expérience et la vision du président du parti, Henri Konan Bédié. Le président Henri Konan Bédié qui, en quatre mois, a fait des bureaux politiques. Le 17 juin, le 24 septembre et le 8 octobre. Il a parrainé le choix des candidats aux élections municipales et régionales. Il a conduit les élections municipales et régionales et à la fin il a clôturé tout cela par un congrès extraordinaire du PdcI-Rda. Nous avons organisé le congrès trois jours avant la tenue du scrutin. Donc ce président, nous devons le magnifier car c'est le président du parti. Cela voudrait dire que le choix fait par le père fondateur et son élection à la tête du PdcI-Rda après le départ du président Félix Houphouët-Boigny était justifié. Et c'est pour tout ce travail qu'il a abattu en 2018 que nous organisons un grand meeting au cours duquel nous allons rendre hommage au président Houphouët-Boigny et faire le lien avec son successeur qui est le président Henri Konan Bédié qui est l'héritier politique authentique du président Houphouët Boigny. Depuis un certain temps, il y a des personnes qui se promènent en Côte d'Ivoire pour chercher l'héritier politique de Félix Houphouët-Boigny alors qu'il est là. C'est l'héritier authentique. », a longuement expliqué Maurice

Kakou Guikahué.

EDWIGE NANÉGNON

FPI / PERSPECTIVES 2020 / La crise au FPI couve depuis des années. Malgré de bons offices, rien n'y fit.

Le Plan B de Gbagbo



La crise au FPI couve depuis des années. Malgré de bons offices, rien n'y fit. Nonobstant l'usure du temps, les cœurs n'ont pas encore entendu la voix de la raison ...

La crise au FPI couve depuis des années. Malgré de bons offices, rien n'y fit. Nonobstant l'usure du temps, les cœurs n'ont pas encore entendu la voix de la raison ; malgré les conséquences que cette crise aurait laissées comme héritage, rien ne semble absoudre les positions tranchées. Malgré l'impact négatif sur l'homogénéité du parti, les camps au conflit semblent ne pas avoir pris l'ampleur des dégâts. Les positions deviennent de plus en plus tranchées. On a l'impression que plus le temps passe, plus les positions se radicalisent de plus bel. Pendant ce temps, l'horloge de Dieu continue de virevolter. Le temps dont il est question ici n'a pas cessé de tourner. Dans moins d'un an, les élections générales de 2020, les Ivoiriens seront appelés aux urnes pour élire le nouveau président de la République. Dans cette dynamique, des états-majors de certains partis politiques sont en ébullition. Dans cette perspective la plateforme RHDP s'est muée en un parti politique ; désormais c'est le RHDP unifié, affichant clairement ses ambitions de conserver le pouvoir d'Etat. Tout est mis en œuvre pour des résultats victorieux sans ambages, au soir du scrutin. C'est clair, celui qui ne partage pas les mêmes ambitions et aspirations est prié de plier bagages. Certains ont compris le message en restituant tranquillement le tabouret ; ils n'ont pas attendu que l'on vienne leur retirer ledit tabouret pour ne pas essuyer la honte. **Difficile réconciliation entre "Gor" et "Affidé"**

Dans la cour d'à côté, le FPI, une formation politique traversée par plusieurs crises internes cherche encore ses marques ; le parti semble ignorer l'importance de l'élection présidentielle. Du moins les Gbagbo ou rien (GOR) qui s'accoquinent de simples collaborations avec des micro partis sans véritablement mettre en lumière le cadre type qui permettra de conduire leur navire à bon port. Ils se complaisent d'appartenir à la plateforme non idéologique portée par le président Bédié et les siens. Cette frénésie politique s'est accentuée ces derniers mois, lorsque Bédié a rendu une visite de courtoisie à son jeune frère Gbagbo en Belgique où il séjourne depuis sa libération conditionnée. Nous sommes à 11 mois des élections de 2020 et aucune fumée blanche à l'horizon pour entretenir la flamme militante, l'espoir des militants et sympathisant. Y aurait-il

un plan B ? Peut-être ! A en croire le conseil de Laurent Gbagbo qui a déposé lundi une demande de libération immédiate et sans condition de son client, il y a lieu de libérer Laurent Gbagbo qui n'exclut pas sa volonté d'être candidat à la présidentielle de 2020, voire jouer un rôle important lors dudit scrutin à venir. D'ailleurs Affi N'guessan, le poulain de l'autre, affirme qu'il n'est pas nécessaire qu'il soit candidat contre son patron. En attendant, et comme la nature a horreur du vide, Affi ne cache pas l'ombre de sa candidature pour la prochaine présidentielle. Depuis 2017, il a annoncé les couleurs. Du côté des Affidés, 2020 est une année électorale, ils s'activent déjà pour y prendre part. « Nous serons en lice pour 2020, nous saurons nous donner le bon candidat et le bon programme pour gagner cette présidentielle », dit Affi N'guessan. Avant de noter que ses camarades dissidents doivent comprendre que seuls, ils ne pourront jamais gagner. « Nous continuons à leur tendre la main », indique-t-il. A en croire l'honorable Affi N'guessan, le défi du moment est l'unité du parti. Et dans cette dynamique, des actions sont menées en vue de ratisser large. En face, y a-t-il une volonté manifeste de saisir la main tendue ? Rien de concret. Des faits et gestes sur le terrain ne sont pas rassurants et n'augurent d'un lendemain de paix entre les Affidés et GOR. Le bras de fer entre les différents cadres du parti des deux camps belligérants se durcit davantage. Le récent fisaco de la rencontre Gbagbo-Affi en Belgique, la sortie musclée de Affi N'guessan à l'issue de ce fiasco, etc. sont des signes qui indiquent que le rapprochement entre les frères ennemis n'est pas pour demain. Certaines actions antérieures, notamment la visite de feu Sangaré Aboudrahamane à Anaky dans le cadre de la recherche d'une unité d'actions, laissent planer le doute sur une éventuelle réconciliation. Dans le principe, rapprocher des leaders de l'opposition est une excellente initiative, car elle prouve la prise de conscience que seule l'union de la gauche pour une grande mouvance de l'opposition peut assurer un retour aux affaires, mais entreprendre une telle démarche sans se soucier de travailler préalablement à la réconciliation des ennemis jurés, singulièrement saisir la main tendue de Affi est une œuvre vouée à l'échec. Un internaute n'a pas manqué de noter que si l'idée sous-jacente d'une telle démarche est d'ostraciser Pascal Affi N'guessan, de l'isoler alors l'ambition d'union de la mouvance de la gauche serait un échec. Mieux, il indique qu'avant de tendre la main au voisin, il faut d'abord la tendre à son propre frère, et Affi N'guessan a la main tendue depuis belle lurette. Ne serait-il pas intéressant de saisir la main tendue de l'honorable Pascal Affi N'guessan pour marquer l'unité du parti ?

L'avenir s'obscurcit davantage...

Pendant ce temps de guéguerre, les lignes bougent chez le voisin : le RHDP unifié : « 2020, c'est maintenant ! 2020, c'est pour nous ! 2020 n'est pas négociable ! 2020, c'est bouclé et géré ! C'est de bonne guerre. A chacun sa stratégie. Si tel est qu'une élection se prépare, surfer sur la ligne, comme c'est le cas chez les frontistes, est suicidaire. Aucun homme politique digne de ce nom ne saurait se prostituer à ces fins. « Ce matin, j'ai envie de rendre hommage à Bruno Dogbo Blé, à Boniface Konan, à Jean-Noël Abéhi, à Anselme Seka Yapo et à tous les anonymes (...) », a écrit Théophile Kouamouo, sur sa page Facebook. Le journaliste n'a pas oublié de mettre un point d'honneur sur la combativité de ces héros. Leur attitude, leur bravoure, leur pugnacité, le journaliste s'en est félicité. Malheureusement les querelles du moment ne servent pas la bonne cause pour laquelle ils ont combattu. Ontils compris le sens du sacrifice suprême consenti sur l'autel de la liberté par les héros d'une époque ; ont-ils pris la pleine mesure de la souffrance des prisonniers ou exilés politiques ; ont-ils mesuré le degré et le poids de l'héritage légué par les combattants de la liberté ; ontils pris conscience de l'ampleur et de la plénitude de leur rôle de leaders ? Que deviennent les valeurs de Gauche : solidarité, partage, don de soi, liberté, etc. La Une de certains quotidiens de la place inquiètent davantage. L'avenir s'obscurcit davantage emportant avec lui le cœur meurtri du combattant de la liberté, ce démocrate de première heure qui voit ses efforts volés aux lorsqu'il lit Le Parti de Gbagbo. Ces fossoyeurs s'aperçoivent -ils qu'ils creusent des deux mains pour marquer davantage le fossé qui séparent les GOR et les Affidés

. Escroquerie morale...

Mais de qui se moquent-ils ? En tout cas pas des Ivoiriens, car tous, autant que nous sommes, nous savons que le parti de Gbagbo c'est FPI : le parti pour lequel il a mené tous les combats qui lui ont valu la reconnaissance des Ivoiriens en le portant haut, à la tête du pays. C'est malheureux de le dire, mais c'est au nom du Fpi qu'il est détenu entre les griffes de la CPI. Pis, le Fpi n'a connu aucun changement notable, encore moins un congrès qui a accouché ce nouveau parti politique. Sommes-nous dans un No Man's Land ou l'escroquerie morale est la chose la mieux partagée, l'insubordination également ? Non, car le devoir de mémoire nous interpelle à tout instant de la vie. Sur la question relative à cette usurpation, le CNP devenue l'ANP a eu à interpellé les auteurs de ces écrits fantaisistes. « Le Conseil National de la Presse (CNP) constate, depuis quelque temps que rendant compte des activités ou autres événements de partis politiques ou de mouvements de soutien, certaines publications présentent des personnes comme « Président » ou « Secrétaire général » de partis, mouvements ou tout autre regroupement associatif, en dehors de ceux statutairement ou officiellement reconnus comme tels. Le CNP tient à informer les acteurs de la profession qu'il peut exister des courants au sein de partis, mouvements ou regroupements associatifs, lesquels courants peuvent même se muer en dissidences. Cependant, à partir du moment où les représentants de ces regroupements sont reconnus et désignés comme tels par la loi ou par la justice, attribuer à toute autre personne les qualités susmentionnées, dans le traitement de l'information, est contraire aux règles du métier qui interdisent la fausse information et celle de nature à semer le trouble dans l'esprit des lecteurs. » Doit-on continuer à tirer sur la corde ? Non, car il est absurde de croire que les militants sont captifs. Même si le vocabulaire

ivoirien est teinté d'expressions aussi fantaisistes les unes que les autres (bétail électoral, bastion électoral, suiveurs politiques), il n'en demeure pas moins que les données ont changé. Rester permanemment divisés s'apparente à de la jalousie manifeste pour ses intérêts personnels. S'obstiner à vivre pour ses propres intérêts ne saurait nous grandir ; demeurer permanemment dans cette posture est suicidaire. Seule l'union dans la diversité des idées et non dans l'adversité pourra sauver le FPI. En dehors de cette voie, toute autre issue est vouée à l'échec. Bernard MANIZAN